

<p align="center">RAPPORT DU PRESIDENT du jury du concours d'éducateur de jeunes enfants session 2005</p>
--

I- LES PRINCIPAUX CHIFFRES

SESSION	POSTES	ADMIS A CONCOURIR	Dont provinciaux	PRESENTS à l'écrit	Absentéisme	ADMISSIBLES (seuil)	PRESENTS à l'oral	ADMIS (seuil)
2000	140	230	29%	206	10,50%	170 (8,00)	154	127 (10,00)
2001	110	314	46%	273	13,06%	134 (9,5)	124	104 (10,00)
2002	110	377	47%	337	11%	175 (10,50)	166	110 (11,50)
2003	150 (dont 1 CG 34)	511	62%	433	15%	231 (9,00)	227	148 (12,00)
2004	170 (dont 1 CCAS Grenoble)	480	57%	402	16,25%	237 (9,00)	231	170 (11,17)
2005	200	469	45%	379	19,19 %	260 (9,00)	254	200 (10,50)

Ce concours se caractérise par une progression constante et régulière du nombre de postes mais une légère baisse du nombre de candidats :

- 200 postes contre 170 en 2004, 150 en 2003 et 110 en 2002 ;
- 469 inscrits, soit - 8% par rapport à 2003, alors que la progression entre 2002 et 2003 était de + 35% (et de 120% de 2000 à 2003) ;
- une diminution de la proportion de candidats originaires de province (45%), à comparer aux 57% de 2004 et aux 62% de 2003 ;
- une hausse continue de l'absentéisme (19,19% contre 16,25% en 2004 et 15% en 2003) ;
- une moindre sélectivité du concours, avec un ratio de 2,3 candidats pour 1 poste, contre 2,8 candidats pour 1 poste en 2004 et 3,4 pour 1 en 2003.

II- LES RESULTATS DE L'EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Tous les indicateurs traduisent une progression du niveau par rapport aux sessions précédentes :

- la moyenne de l'épreuve : 10,48 (9,96 en 2004, 9,01 en 2003 et 10,45 en 2002 et 9,43 en 2001) ;
- l'échelonnement des notes : de 0,50 à 18,50 (de 0 à 18 en 2004) ;
- fait remarquable : seuls 9 candidats obtiennent une note éliminatoire contre 35 en 2004 ;
- le nombre de notes égales ou supérieures à 10 : 219 candidats, soit 57,70% des présents (contre 49% en 2004 et 42% en 2003 et 33% en 2002) ;
- le nombre de notes égales ou supérieures à 12 : 135 candidats, soit 36% des présents, contre 32% en 2004^e et 21% en 2003.

Fixation du seuil d'admissibilité :

L'application traditionnelle du ratio de 1,5 candidats admissibles pour 1 poste se traduirait compte tenu des 200 postes à pourvoir par 300 admissibles, soit un seuil à 8,00. A noter qu'aux sessions précédentes, le seuil d'admissibilité n'a jamais été inférieur à 9,00, sauf en 2000 (8,00) compte tenu du fait que le concours était organisé pour la première fois sous sa forme actuelle.

Le jury, soucieux de ne pas abaisser le niveau du concours, a décidé de fixer le seuil d'admissibilité à 9 sur 20, ce qui rend admissibles 260 candidats pour 200 postes.

Rupture d'anonymat :

Le jury décide de ne pas annuler pour rupture d'anonymat une copie comportant un paraphe en fin de rapport, compte tenu du fait que celui-ci a été raturé et ne correspondait pas à la signature de la candidate.

Il convient d'attirer une nouvelle fois l'attention des candidats sur la nécessité de respecter strictement les consignes tant orales qu'écrites visant à garantir l'anonymat, sous peine d'annulation de leur copie.

III- LES RESULTATS DE L'EPREUVE ORALE D'ADMISSION

254 candidats sur 260 admissibles se sont présentés à l'oral, soit un taux d'absentéisme de 2,31 %, inférieur à celui de la session précédente (2,53%).

La palette des notes a été largement utilisée, puisque les notes s'échelonnent de 2,50 à 20.

La moyenne s'établit à 13,38, légèrement inférieure à celle de 2004 (13,51), identique à celle de 2002, plus élevée que celle de 2001 (12,01).

Parmi les 30 candidats admissibles avec 9,00 (seuil d'admissibilité) à l'écrit et présents à l'oral, 3 obtiennent une moyenne générale égale ou supérieure à 15, 19 une moyenne générale égale ou supérieure à 10, et 19 sont en position d'être admis.

Fixation du seuil d'admission :

Le jury fixe le seuil à 10,50 et pourvoit les 200 postes.

IV- EVALUATION FINALE

Le jury a souligné que le sujet de l'épreuve écrite, tant par son thème (l'observation en crèche), que par sa longueur (17 pages), la nature et le nombre des documents au dossier (cinq) était bien adapté au niveau d'exigence du concours.

L'épreuve orale, même réussie par de nombreux candidats, laisse apparaître que nombreux sont ceux qui ne se perçoivent pas comme appartenant ou devant accéder à la fonction publique territoriale. Les compétences des collectivités territoriales sont trop souvent mal connues, notamment celles du département.

Les candidats doivent clairement mesurer qu'ils sont évalués non sur des connaissances déjà validées par le diplôme d'État mais sur leur conception du métier et leur positionnement professionnel. Il est à cet égard préoccupant que certains ne sachent pas distinguer les missions de l'éducateur de jeunes enfants de celles de l'auxiliaire de puériculture.

Enfin, des candidats manifestement préparés sont desservis par des réponses qui laissent trop l'impression d'un cours récité. Un entraînement en situation à l'oral avant le concours serait souvent très utile.

Le Président du jury
Bruno LE CAPITAIN
Directeur
du Centre de formation Saint-Honoré